

Le PLR surprend avec un ticket conjoint

CANDIDATURE La Saint-Galloise Susanne Vincenz-Stauffacher et le Glaronais Benjamin Mühlemann se lancent dans la succession de Thierry Burkart en proposant une coprésidence aux membres de leur parti. Ils misent sur leur complémentarité

ANNICK CHEVILLOT
ET YAN PAUCHARD, BERNE

La coprésidence de parti ne sera désormais plus l'apanage de la gauche. Pour la première fois de son histoire, le PLR Suisse devrait être dirigé par deux personnes. Alors que le délai pour le dépôt des candidatures à la succession de Thierry Burkart était fixé à hier soir, une seule candidature avait été déposée à l'heure où nous écrivons ces lignes, et elle contient deux noms: ceux de la conseillère nationale saint-galloise de 58 ans Susanne Vincenz-Stauffacher et du conseiller aux Etats glaronais de 46 ans Benjamin Mühlemann. Le duo devra encore être confirmé par l'assemblée des délégués le 18 octobre prochain.

Cette annonce met fin à plusieurs semaines de spéculations dans la Berne fédérale, qui faisaient suite au retrait de plusieurs témoins, comme l'Argovienne Maja Riniker, l'Appenzellois Andrea Caroni ou le Zurichois Andri Silberschmidt. Cette coprésidence n'était pas forcément dans les plans initiaux du PLR. «Nous avons postulé en équipe. Pour le parti, c'est nouveau», confirme Susanne Vincenz-Stauffacher. «C'est une décision que nous avons prise ensemble, après avoir également discuté avec d'autres membres du parti», appuie Benjamin Mühlemann. La solution apparaît comme la meilleure, permettant à chacun de conserver d'autres responsabilités à côté de ce mandat chronophage; la Saint-Galloise avait ainsi à cœur de poursuivre ses activités d'avocate.

«De nouveaux modèles»

Mais il n'y a pas que des questions d'organisation qui ont déterminé ce choix. «A deux, nous pourrons relever deux fois plus de défis», avance Benjamin Mühlemann. En siégeant l'un au Conseil national, l'autre au Conseil des Etats, nous élargissons notre action de manière complémentaire.» Susanne Vincenz-Stauffacher se réjouit en tout cas qu'«un parti de centre droit s'essaie à de nouveaux modèles». Et si à droite, les coprésidences chez Les Vert·e·s et les socialistes ont parfois été l'objet de moqueries, la Saint-Galloise assure n'avoir jamais émis de critiques. Elle ne prendra cependant pas forcément exemple. «Nous créerons notre modèle», insiste-t-elle.

Avoir deux coprésidents permettra peut-être également de rassembler un parti qui connaît différentes lignes de fracture, entre



Susanne Vincenz-Stauffacher et Benjamin Mühlemann estiment qu'à deux ils seront en mesure de «relever deux fois plus de défis». (ZURICH, 20 AOÛT 2025/KARIN HOFER/NZZ)

notamment – en résumant de manière volontairement simpliste – une aile radicale-étatiste et une aile libérale économique. A cette

tions féminines dans son canton. Sa notoriété en Suisse romande a pris son envol avec l'initiative sur l'imposition individuelle, dont elle est une des chevilles ouvrières. Lors des débats parlementaires, elle a réussi à dégager des majorités pour cette révolution fiscale, aux côtés d'autres élues. Malgré cela, celle qui vient de quitter la présidence des femmes PLR n'a pas encore l'aura d'une Karin Keller-Sutter, Saint-Galloise comme elle, de ce côté-ci de la Sarine.

Un capital sympathie

La candidature de Susanne Vincenz-Stauffacher à la tête du parti était attendue et souhaitée. Aucune surprise donc de la retrouver sur le ticket de la coprésidence. La présence du nom de Benjamin Mühlemann surprend davantage. Il ne faisait pas partie des papables jusqu'à ce que la NZZ lui consacre un article au cœur de l'été. S'il est moins connu au niveau national, le Glaronais amène avec lui un véritable capital sympathie tant il est populaire en Suisse centrale.

En 2023, «Beni» était ainsi élu au premier tour au Conseil des Etats, avec le meilleur score. Membre de la Commission des finances des Etats, on le dit sur la même ligne que «sa» ministre Karin Keller-Sutter. Il serait clairement libéral sur les questions économiques. Durant dix ans (2014-2024), il a siégé au Conseil d'Etat de son canton, dont il a été le président, le Landammann. Spécialiste en communication, ce père de deux enfants a commencé sa carrière comme journaliste pour les pages régionales glaronaises de la *Südostschweiz*. Ancien sprinter, joueur de cor dans une société musicale, il est attaché à sa région. Il aime répéter que sa culture politique a été façonnée dans le «ring» de la Landsgemeinde, qu'il a présidée en costume traditionnel, épée à la main. «A Glaris, on laisse chacun donner son opinion, c'est cette culture de l'échange que nous désirons aujourd'hui apporter au PLR», note-t-il.

Reste que la Suisse romande, région où le PLR demeure particu-

lièrement fort, pourrait prendre ombrage de cette coprésidence 100% alémanique, surtout que, même s'ils promettent de progres-

«Nous avons pris la décision ensemble, après avoir discuté avec d'autres membres du parti»

BENJAMIN MÜHLEMANN, CONSEILLER AUX ÉTATS

ser, leur maîtrise du français n'est pas optimale. «La Suisse latine, et notamment la Suisse romande, est d'une importance capitale pour notre pays et notre parti. A cet égard, nous collaborerons étroitement avec le chef de groupe parlementaire Damien Cottier, une personne engagée et extrêmement compétente», souligne Susanne

Vincenz-Stauffacher. Celle-ci mentionne également que la présidence actuelle compte deux vice-présidents romands, la Vaudoise Florence Bettschart-Narbel et le Genevois Cyril Aellen.

L'échéance des fédérales

Les attentes envers le ticket sont grandes. Depuis 1991, le parti est en recul. Les deux derniers présidents, Petra Gössi et Thierry Burkart, ont échoué à redresser la barre, malgré des positionnements différents, plus engagés sur la transition écologique pour la Schwyzoise, plus dur sur l'asile pour l'Argovien. Lors des fédérales de 2023, le PLR a ainsi enregistré le plus mauvais résultat de son histoire aux fédérales (28 sièges au Conseil national sur 200), mettant en péril un de ses deux sièges au Conseil fédéral. La succession d'Ignazio Cassis apparaît d'ores et déjà délicate. «La solution est simple, nous devons remporter des sièges lors des fédérales, comme nous l'avons récemment fait à Schaffhouse en détrônant le sénateur socialiste sortant», répond Susanne Vincenz-Stauffacher. Mais nous ne voulons pas seulement gagner des élections, nous souhaitons aussi démontrer aux Suisses qu'ils peuvent se fier aux solutions libérales-radicales. La confiance est ici centrale.»

L'avocate appelle aussi aujourd'hui à une certaine unité. «Nous avons la chance d'être un parti avec une base très large, composé de nombreuses opinions. Nous devons pouvoir confronter nos idées, mais une fois la décision prise, il est essentiel de demeurer unis.» Le dossier européen pourrait être l'épreuve de vérité. Le 18 octobre, les délégués ne désigneront pas seulement leur présidence, ils se prononceront également sur le paquet d'accords avec l'UE. Benjamin Mühlemann est encore hésitant et attend de son parti qu'il mène encore une large discussion. «Ces accords sont souvent présentés comme un élément déterminant pour l'avenir du pays. Il n'est pas évident de se prononcer sur un tel sujet. Il s'agit clairement d'une priorité. Mais il y en a beaucoup d'autres, comme notre politique sociale et financière», ajoute Susanne Vincenz-Stauffacher, consciente que les défis ne manqueront pas. Son mari était d'ailleurs réticent. «Mais quand je lui ai dit qu'il pourrait m'accompagner souvent en Suisse romande, il était enchanté», sourit la conseillère nationale. ■